

LA VICTOIRE EST À PORTÉE DE MAIN 64 ANS, C'EST TOUJOURS NON !

UNE RÉFORME ILLÉGITIME

- Illégitime car elle est injuste en faisant peser tout l'effort sur les salarié.e.s et notamment les plus précaires et les femmes.
- Illégitime car elle n'a jamais obtenu de majorité au Parlement comme en témoigne le passage en force du 49.3.
- Illégitime car la totalité des organisations syndicales s'y opposent ainsi que la grande majorité de la population (93 % des actifs) qui continue par ailleurs de soutenir le mouvement (63 % selon un sondage du 30/03).

D'AUTRES SOLUTIONS EXISTENT

Contrairement à ce qu'affirme Macron, bien d'autres solutions sont possibles et des propositions ont été faites. Un seul exemple : les exonérations de cotisations sociales (cadeaux faits aux entreprises sans aucune contrepartie) privent les caisses de retraite de 18 milliards de recettes chaque année. Autres possibilités : augmenter les salaires (ce qui accroît mécaniquement les recettes tirées des cotisations sociales), taxer les dividendes, augmenter la contribution de l'État au système (au lieu de réduire encore les impôts de production sur les entreprises de 8 milliards comme l'a décidé Macron), etc. Tout cela mérite débat, mais dire que la seule solution soit de voler deux ans de vie aux salarié.e.s est mensonger et inacceptable.

UNE MOBILISATION HISTORIQUE PAR SON AMPLEUR ET SA DURÉE

Depuis le premier temps fort de mobilisation du 19 janvier, des millions de salarié.e.s se sont mis.es en grève, des millions de citoyen.ne.s ont manifesté avec une présence de plus en plus marquée de la jeunesse. Aujourd'hui encore, des secteurs stratégiques poursuivent leur grève reconductible comme les raffineurs, les énergéticiens. Des actions de blocage ont lieu un peu partout qui montrent que la détermination à obtenir le retrait de cette réforme ne faiblit pas.

Macron ne pourra pas s'entêter longtemps. Preuve de sa fébrilité, il a dû reporter la visite du roi d'Angleterre, il a supprimé son projet d'obligation de service national universel (SNU) qu'il voulait imposer à la jeunesse, il a dû annoncer une augmentation des bourses pour tenter de calmer les étudiants. Il refusait de rencontrer les syndicats ... qui ont finalement été reçus.

FACE A LA RÉPRESSION POLICIÈRE, IMPOSONS LA FORCE DU NOMBRE

Macron tente de passer en force par les violences policières et la répression. Nous devons opposer à cette stratégie notre détermination sans faille en continuant les grèves, les manifestations, les blocages. Nous pouvons gagner et faire en sorte que cette loi ne soit jamais promulguée.

**Jeudi 6 avril – Manifestation à l'appel de l'intersyndicale
Départ à 11h place Jean Macé**

SOUTIEN AUX CAISSES DE GRÈVE DES PERSONNELS GRÉVISTES DE L'ÉDUCATION



Caisse de Vaulx-en-Velin



Caisse de Villeurbanne